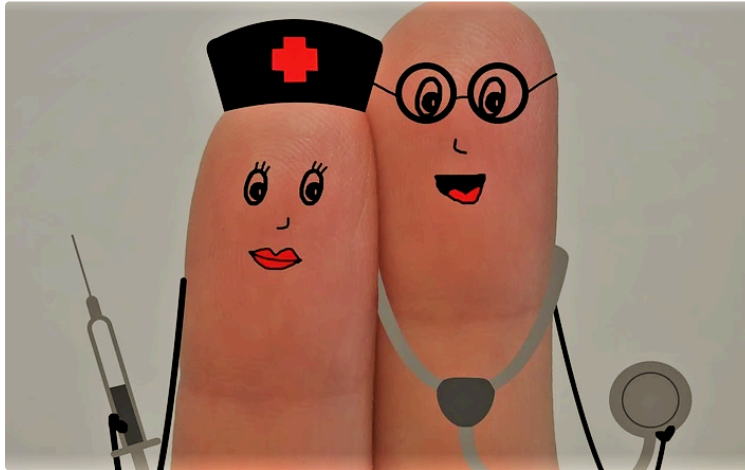


Petite parenthèse

Virer sa cuti



Petite parenthèse

Bon, cette fois-ci, juré, craché, promis, rien ne sera comme avant. Le pouvoir ne tient plus le raisonnement selon lequel il faut faire des économies : en marche pour la santé !

Déjà, la porte-parole du gouvernement avait annoncé qu'une « médaille de l'engagement face aux épidémies » serait réactivée, afin de « récompenser les personnes qui se sont dévouées pendant la crise du Covid-19 ». De quoi remonter le moral des troupes envoyées sur le front depuis des mois...

Mais aujourd'hui, la nouvelle promesse, c'est du lourd. Il faut « revisiter tous les chantiers à l'aune de ce qui s'est passé ces dernières semaines » a-t-on entendu du côté de l'Élysée. « C'est tout un système de santé qu'il faut ré-appréhender ».

Place à la concertation sur l'avenir du secteur hospitalier et de la médecine de ville, voici venu le Ségur de la santé, piloté de main de maître par... Nicole Notat (nota bene : ex-secrétaire générale de la CFDT, travaillant depuis d'arrache-pied avec le Medef et égérie du corporatisme).

Pour sûr, le gouvernement a franchement viré sa cuti.

Restons donc dans le domaine médical pour remonter à l'origine de cette expression qui signifie changer radicalement d'opinion, de façon de vivre ou de comportement, y compris jusque dans le domaine sexuel.

Afin de lutter contre la tuberculose, on utilisa à partir des années 50, le vaccin Bilié de Calmette et Guérin, plus connu sous le terme de BCG par les générations qui y ont eu droit. La cuti (abréviation de cuti-réaction) permettait de vérifier l'immunisation du jeune patient au bacille de Koch, responsable de l'affection. Une fois par an, on injectait de la tuberculine, provoquant une large rougeur cutanée réactive qui confirmait la protection de l'enfant par le vaccin.

Ce « virage » par cuti-réaction a donné l'expression « virer sa cuti », qui est largement utilisée par métaphore dans les milieux politiques, lors d'un changement radical de convictions.

Si certains pensent voir des « divergences » entre le président - « on a sans doute fait une erreur dans la stratégie » au sujet de la loi "Ma Santé 2022"- et son Premier ministre - « le cap suivi depuis trois ans n'est pas à remettre en question »-, il est un détail sur lequel ils sont bien tombés d'accord.

En 2019, le numerus clausus pour le nombre d'étudiants en médecine autorisés à passer en deuxième année s'élevait à 9 314. Le 20 mai dernier, malgré le chaos total lié au drame du coronavirus, et le manque flagrant de moyens humains, le décret ne laisse apparaître dans une lumière crue que 8 832 étudiants.

Illustration Pixabay.com